

## TERMES DE REFERENCE D'EXPERT(E)S

Termes de référence pour les activités sur site et missions

**Code et pays partenaire :** SOCIEUX+ 2020-15 GABON

**Titre de l'action :** *Accompagnement dans la mise en œuvre de la politique d'action sanitaire et sociale (PASS) de la CPPF pour les assurés*

**Institution partenaire :** *Caisse des Pensions et des Prestations Familiales des Agents de l'Etat (CPPF) du Gabon*

**Code de l'activité et titre :** *Activité #2 - Orientations pour la mise en place d'une politique d'action sanitaire et sociale*

**Dates de mise en œuvre des/de l'activité(s) :**

*Activité #2 : 15 Février – 16 Avril 2021*

**Position de(s) (l')expert(es) par activité :**

*Activité #2 : Expert(e) #1 (principal) – Élaboration et développement de la Politique & Stratégie pour les agents de l'Etat*

*Activité #2 : Expert(e) #2 – Élaboration et développement de la Politique & Stratégie pour les agents de l'Etat*

**Charge de travail :**

*Activité #2 - Expert(e) #1 : 19 jours*

*Activité #2 - Expert(e) #2 : 17 jours*

**Référence de l'appel à expertise :** 20-15/GAB/2

**Version - # :** 1  Avant-projet  Final

**Date :** 12 janvier 2021

## 1 CONTEXTE

### 1.1 Informations socio-économiques générales

Le Gabon est un pays d'Afrique centrale riche en ressources naturelles. Il est bordé par le Cameroun, la Guinée équatoriale et la République du Congo à l'Est et l'océan Atlantique à l'Ouest. Avec une population de 2,1 million d'habitants sur une superficie de 268.000 km<sup>2</sup>, le Gabon est un pays peu peuplé avec des forêts couvrant 85% du territoire. Le Gabon possède l'un des taux d'urbanisation les plus élevés d'Afrique, avec plus de quatre citoyens gabonais sur cinq vivant en zone urbaine. La capitale, Libreville, avec Port Gentil, la capitale économique du pays, abrite environ 60% de la population. Un Gabonais sur deux a moins de 20 ans et le taux de fécondité dans les zones urbaines atteint presque quatre enfants par femme, contre six dans les zones rurales selon la deuxième enquête démographique et de santé menée en 2012 au Gabon.

Le Gabon est un pays à revenu intermédiaire supérieur. Cinquième plus grand producteur de pétrole en Afrique, il a connu une forte croissance économique au cours de la dernière décennie. Cependant, le pays fait face à une diminution de ses réserves de pétrole. Le gouvernement gabonais a donc fondé sa nouvelle stratégie sur la diversification économique. Le taux de croissance du PIB du Gabon a ralenti pour s'établir à 3,9% en 2015. La situation budgétaire s'est détériorée en 2015, le Gabon enregistrant un déficit budgétaire pour la première fois depuis 1998, malgré les tentatives du gouvernement de maîtriser les dépenses et d'atténuer la baisse des recettes pétrolières. Malgré un revenu par habitant relativement élevé (7.728 dollars en 2015), le taux de pauvreté du Gabon reste élevé. Environ 30% de la population reste vulnérable et vit avec des revenus mensuels inférieurs au salaire minimum garanti de 80.000 Francs CFA. L'accès aux services sociaux de base (santé, eau potable saine et électricité) s'est aussi détérioré ces dernières années.

Le Gabon occupe le 109ème rang en terme d'Indice de Développement Humain (IDH) sur 188 pays avec un IDH de 0,697 en 2016. Les performances du Gabon en matière de développement humain sont encore loin de correspondre à son potentiel économique.

Le Gouvernement gabonais a organisé en 2014 une vaste consultation nationale intitulée «Assises sociales» afin de définir la stratégie d'investissement humain du Gabon (SIHG). La nouvelle politique sociale poursuit trois objectifs: (i) aider les populations les plus vulnérables (aînés, orphelins, handicapés, etc.) par le biais de programmes sociaux intégrés; (ii) aider les personnes à faibles revenus à développer des activités génératrices de revenus et (iii) réduire les inégalités d'accès aux services publics.

### 1.2 Situation du secteur d'intervention

Le système de sécurité sociale au Gabon couvre quatre branches d'assurance: maladie, accidents et maladies professionnelles, prestations familiales (y compris maternité), pensions de vieillesse, invalidité, décès (survivants).

Un décret présidentiel du 21 août 2007 a mis en place un système d'assurance maladie obligatoire. Il concerne d'abord les personnes considérées comme « économiquement faibles » (Gabonais Economiquement Faibles - GEF, dont le revenu mensuel est inférieur à 150.000 Francs CFA / 229 euros) et les fonctionnaires. Depuis 2014, ce régime s'applique également aux salariés du secteur privé et aux indépendants. Sa gestion est confiée à la CNAMGS (Caisse Nationale d'Assurance Maladie et de Garantie Sociale)

Le système de sécurité sociale est organisé autour d'agences placées sous l'autorité du ministère de la Santé, de la Protection sociale et de la Solidarité nationale:

- La Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) a pour mission de fournir une sécurité sociale aux travailleurs, notamment: prestations familiales et de maternité; accidents du travail et maladies professionnelles; vieillesse, invalidité et survivants; prestations d'assistance sociale. Les bénéficiaires de ces régimes sont

les employés du secteur privé formel, les employés de l'État et les personnes volontairement assurées.

- La Caisse des pensions et des prestations familiales des fonctionnaires (CPPF, partenaire de la présente Action) est responsable des pensions, de l'invalidité et des allocations familiales des fonctionnaires.
- Le FNAS (Fonds national d'aide sociale) est opérationnel depuis 2013 et facilite l'accès des GEF au microcrédit.

Un nouveau Code de protection sociale a été promulgué par la Loi n° 28/2016 du 6 février 2017 et présenté par le ministère en charge du Développement Social et Familial vient consolider et harmoniser l'ensemble des textes régissant le domaine de la protection sociale au Gabon. Il prévoit la création d'une allocation chômage, d'un compte d'épargne chômeur et d'un fonds de solidarité ainsi que l'harmonisation des textes qui régissent les organismes de sécurité sociale dans un seul Code (en attente du Décret d'application). La CNAMGS, la FNAS, la CNSS et le CPPF sont régis le Code de protection sociale.

### **1.3 Rôle de l'institution partenaire dans le secteur**

La CPPF est une administration publique dotée d'une autonomie administrative et financière établie par le décret 0236 / PR / MBCP du 8 juillet 2014. Dans le cadre de la Stratégie d'Investissement Humain du Gabon (SIHG), la CPPF a été créée pour apporter des solutions au problème de l'équilibre des comptes de retraite, étant donné que les dépenses de retraite augmentent régulièrement chaque année.

La CPPF recouvre les cotisations de sécurité sociale et paie les prestations (pensions, invalidité et allocations familiales). Le nombre de personnes assurées par la CPPF à ce jour est de 108000.

La CPPF a élaboré une «vision stratégique» et a exprimé son intention de lancer de nouveaux programmes et activités. Une assistance fournie par SOCIEUX+ en 2017/18 a abordé des thèmes différents, mais tous inhérents au développement des capacités institutionnelles et organisationnelles de la CPPF, tels que la définition d'orientations stratégiques, la communication et les relations avec le public, la faisabilité d'un pilier complémentaire des pensions, et le système informatique.

En 2019, deux nouvelles actions d'assistance technique ont été préparées, qui ont abouti notamment à une évaluation statistique des accidents du travail et des pensions d'invalidité dans le secteur public (2019-04) et à la définition d'un cadre de référence pour la gestion des ressources humaines (2019-05).

## **2 DESCRIPTION DE L'ACTION**

### **2.1 Objectif général**

L'accès à l'emploi et à la protection sociale est étendu aux groupes pauvres et vulnérables.

### **2.2 Objectifs spécifiques**

S1 : Définir l'approche de la PASS par catégorie de bénéficiaires

### **2.3 Résultats attendus**

R1 : Des orientations de politique d'action sanitaire et sociale sont définies en relation au mandat et aux ressources organisationnelles disponibles au niveau de la CPPF

### **2.4 Livrables finaux attendus**

D1 Un recueil de cas et des exemples de politiques d'action sanitaire et sociale destinés aux agents de l'Etat en condition de vulnérabilité.

**D2 Une note d'orientation à l'attention des décideurs de la CPPF en vue de la définition et articulation d'une politique d'action sanitaire et sociale (PASS) en faveur des assurés les plus vulnérables, parmi lesquels les femmes.**

### 3 METHODOLOGIE

#### 3.1 Méthodologie générale (de l'action)

L'action sanitaire et sociale en faveur des assurés plus vulnérables est mise en œuvre par la CPPF conformément au décret no. 49 de 2015 (art. 43), mais concerne, à l'heure actuelle, seulement quelques centaines d'individus résidents uniquement dans la Province de l'Estuaire. Le vieillissement progressif des assurés de la CPPF, et le nombre grandissant de situations spécifiques requièrent une capacité accrue à mettre en place et financer des mesures d'assistance sanitaire et sociale aptes à adresser des situations d'extrême vulnérabilité parmi les assurés. A cette fin, la CPPF souhaite s'engager dans un programme d'échanges entre pairs en vue de définir, mettre en place et exécuter des mesures d'action sanitaire et sociale aptes à faire face aux besoins des assurés en position vulnérable.

#### 3.2 Activités prévues (plan de travail de l'action)

Les activités suivantes ont été programmées pour l'action :

- Activité 1 - *Exemples et enseignements d'une politique d'action sanitaire et sociale pour les agents de l'Etat*
- Activité 2 - *Orientations pour la mise en place d'une politique d'action sanitaire et sociale*

Les présents termes de référence couvrent les services attendus pour la/les activité(s) du plan de travail décrits ci-dessus :

- Activité #2.

#### 3.3 Inclusion des questions transversales

SOCIEUX+ reconnaît l'importance d'inclure des questions transversales dans les politiques et les systèmes de protection sociale, de travail et d'emploi. Les questions transversales suivantes sont à prendre dûment en compte dans la planification et la mise en œuvre de(s) activités :

- Égalité de genre ;
- Inclusion sociale et économique des groupes vulnérables.

### 4 DESCRIPTION DE(S) (L') ACTIVITE(S)

La deuxième activité bâtira sur les résultats de la réflexion engagée, auprès de la CPPF, à partir de la présentation des cas de PASS ayant fait l'objet de la première activité. Durant la phase préparatoire de la mission les experts identifieront préalablement les orientations de la CPPF, ainsi à préparer des scénarios de discussion et de travail à aborder durant la phase des échanges entre pairs. Ces interactions permettront d'identifier des lignes directrices aptes à accompagner la CPPF dans la mise à niveau de sa PASS actuelle. Cette mise à niveau concernera la typologie des activités et mesures incluses dans la PASS, ainsi que les modalités de leur mise en œuvre, y compris financières, et les instruments de contrôle de conformité et d'évaluation de l'impact au niveau de la réduction des vulnérabilités sanitaires, sociales et économiques des ayants-droit. Le rapport final incorporera donc une approche stratégique, ainsi qu'un regard opérationnel en vue du contexte institutionnel et organisationnel de développement de la PASS pour les agents de l'Etat au Gabon.

#### 4.1 Tâches prévues

À ce jour, les restrictions existantes pour les voyageurs à destination du Gabon ne permettent pas le déroulement de la mission sur place<sup>1</sup>. L'échange entre pairs se réalisera donc entièrement à distance.

La CPPF aura la responsabilité de convier le personnel relevant dans le cadre d'un calendrier de réunion et ateliers virtuels animés par les experts. SOCIEUX+ pourra mettre à la disposition de tous les participants à l'échange virtuel une plateforme de communication professionnelle adéquate au besoin (Zoom Pro, Moodle).

L'experte ou expert principal dirigera la mission à distance. Elle ou il sera responsable de la production de tous les livrables finaux de l'activité. Elle ou il sera aussi responsable de la préparation, de la coordination, de la mise en œuvre et de la production et/ou coordination des rapports de l'ensemble de l'activité.

L'activité se déroulera selon la méthodologie et l'agenda co-construites par les experts en étroite collaboration avec les partenaires. La note méthodologique (3 pages) présentera une proposition spécifique pour aboutir à la note d'orientation, y compris les modalités des consultations, les résultats à atteindre, les risques potentiels etc. L'agenda comprendra un calendrier détaillé de mise en œuvre de l'activité et une liste des acteurs qui seront inclus dans la mise en œuvre. Les acteurs cibles engagés dans les consultations pourront être internes et externes, publics, privés et de la société civile, selon les modalités identifiées.

Les résultats de l'analyse critique des consultations porteront les experts à la formulation d'un rapport comprenant une approche stratégique, ainsi qu'un regard opérationnel en vue du contexte institutionnel et organisationnel de développement de la PASS pour les agents de l'Etat au Gabon.

Les experts utiliseront pour leur présentations les modèles PPT fournis par SOCIEUX+.

***Sous la direction de l'expert principal, les principales tâches attendues de l'équipe de mission incluent :***

**Phase de préparation :**

1) Acquérir une connaissance substantielle du contexte local en examinant les documents de référence pertinents fournis par SOCIEUX+ et l'institution partenaire. Les experts se familiariseront avec les modèles et le matériel de SOCIEUX+.

2) Prendre contact avec la personne-ressource de la CPPF afin de : i. se familiariser avec l'institution partenaire ; ii. passer en revue les résultats de l'activité précédente ; iii. proposer et discuter une note de méthodologie et un agenda détaillé des rencontres (livrables intermédiaires).

La/les personne-ressource de la CPPF collaborera étroitement à la co-construction des livrables intermédiaires, en guidant les experts, en partageant la liste des participants ainsi que tous les documents et informations nécessaires. L'institution partenaire devra valider les livrables.

3) Soumettre à SOCIEUX+ les livrables intermédiaires en présentant les axes de l'intervention comme agréés avec l'institution partenaire. SOCIEUX+ se réserve d'y apporter des commentaires et proposer des modifications éventuelles.

4) Organiser un briefing entre les experts et l'équipe SOCIEUX+ avant la mission. Le but de cette réunion sera de valider les livrables intermédiaires, ainsi que de clarifier tout autre aspect à prendre en compte. Cela comprend la production éventuelle de matériaux de communication et de gestion des connaissances. Une réunion séparée pourrait être organisée avec le spécialiste des communications de SOCIEUX+ et/ou le spécialiste du développement des connaissances, selon les besoins.

5) Se rendre disponibles à échanger avec le bureau de la délégation de l'UE à Libreville, dans le but d'informer la délégation de l'activité et des résultats prévus.

**Phase de mise en œuvre :**

---

<sup>1</sup> Les voyageurs sont soumis au test COVID-19 et à l'auto-isolément à leur arrivée.

- 6) Mener les consultations avec les acteurs identifiés au cours de la préparation, selon la méthodologie et l'agenda agréés. La liste des acteurs identifiés au cours de la préparation sera consolidée à cette occasion. Les experts partageront des bonnes pratiques des pays de l'UE ainsi qu'internationales, selon leur expérience.
- 7) En fonction des possibilités identifiées lors de la préparation avec l'équipe SOCIEUX+, transmettre à SOCIEUX+ tout matériel utile pour informer le public sur l'activité et le partage des connaissances (photos, interviews, notes ou articles, enregistrements présentant les acteurs impliqués, l'activité et les résultats).
- 8) Présenter au partenaire les résultats préliminaires de la mission afin de prendre en compte les remarques du partenaire en vue de la finalisation des livrables finaux. Des discussions pourront avoir lieu au cours d'un séminaire de restitution avec les décideurs, en organisant une consultation de suivi ou une session de 'retro-alimentation'.

### **Phase de rapport :**

- 9) Sur la base des résultats de l'analyse critique des consultations, écrire un rapport comprenant une approche stratégique, ainsi qu'un regard opérationnel en vue du contexte institutionnel et organisationnel de développement de la PASS pour les agents de l'Etat au Gabon.
- 10) Partager avec SOCIEUX+ les résultats de l'activité sous forme de livrables finaux, selon les dispositions dont au paragraphe suivant (4.2.2).
- 11) Une dernière série de commentaires et d'ajustements en interaction avec SOCIEUX+ et éventuellement le partenaire pourra être organisée.

## **4.2 Livrables attendus**

### **4.2.1 Livrables pré-mission**

- P1 : Une note méthodologique, détaillant l'approche de travail, les outils et les méthodes à employer, une analyse des risques, etc.
- P2 : Un agenda de l'activité/mission, détaillant les séances de travail qui se tiendront, les dates et heures des réunions, les personnes à rencontrer, etc.

### **4.2.2 Livrables finaux**

- ExMR : Un rapport individuel de mission d'expert(e) au format SOCIEUX+ (modèle fourni). Ce rapport est un produit confidentiel destiné uniquement à une utilisation interne par SOCIEUX+. L'équipe de mission peut également soumettre un rapport ExMR conjoint si les membres le souhaitent (voir les instructions sur le modèle).
- ExF : Un formulaire individuel de feedback d'expert(e) rempli en ligne (voir les instructions et le lien sur le modèle ExMR)
- AcR : Un rapport d'activité collectif (AcR) au format SOCIEUX+ (modèle fourni). Cet AcR doit être produit conjointement par l'équipe de mission. Il est destiné à l'Institution partenaire et sera partagé, très probablement, avec les principaux intervenants de l'action. Le rapport reflétera les tâches effectuées pendant l'activité. Il apportera une contribution significative aux livrables finaux de l'action.
- Annexe au AcR : Une note d'orientation à l'attention des décideurs de la CPPF en vue de la définition et articulation d'une politique d'action sanitaire et sociale (PASS) en faveur des assurés les plus vulnérables, parmi lesquels les femmes.

## **5 RAPPORTS ET SOUMISSION DES LIVRABLES**

### **5.1 Formats**

Tous les livrables et produits de l'activité (notes, rapports, présentations, etc.) doivent être conformes aux formats et modèles fournis par l'Équipe de SOCIEUX+.

Tous les livrables et produits doivent être soumis en version électronique modifiable [Microsoft Word 97-2003 [doc], PowerPoint 97-2003 [ppt] et Excel 97-2003 [xls]; ou en format équivalent OpenDocument). Les documents électroniques non modifiables tels que les « portable document format » (PDF) ne seront pas acceptés.

Les modèles de présentations électroniques à utiliser lors de l'activité/mission seront fournis par l'Équipe de SOCIEUX+. Ces modèles sont en format PowerPoint Microsoft et sont conformes à la charte graphique de SOCIEUX+. Ces modèles doivent être utilisés comme seul format par tous les membres de l'équipe de mission. Ils doivent être utilisés pour toutes les présentations faites par l'équipe qui réalise la mission. L'utilisation par les expertes et experts de leurs propres modèles ou formats de leur organisation d'origine, n'est pas autorisée, sauf indication écrite contraire [par courriel] de l'Équipe SOCIEUX+.

Toutes les versions des livrables ou d'autres produits utilisés ou produits pendant l'activité/mission doivent inclure la clause de non-responsabilité suivante :

« Clause de non-responsabilité :

*La responsabilité de cette publication incombe uniquement à ses auteurs. L'Union européenne, la Commission européenne, les partenaires de mise en œuvre de SOCIEUX+ et le personnel de SOCIEUX+ ne sauraient être tenus pour responsables de l'utilisation qui pourrait être faite des informations qui y figurent. »*

Les expertes et experts contractualisés pourront se référer au dossier d'information qui leur sera fournis après leur contractualisation.

Tous les livrables sont à fournir en français.

## 5.2 Soumission et approbation

Toutes les versions des livrables (brouillon, finales ou autres) doivent être soumises directement et uniquement à l'Équipe de SOCIEUX+, sauf indication écrite contraire [par courriel] de l'Équipe SOCIEUX+.

### 5.2.1 Livrables pré-mission

- Les livrables de pré-mission doivent être soumis au plus tard 5 jours ouvrables avant le début de l'activité ou le départ pour la mission des experts, selon la première éventualité.
- Les livrables de pré-mission seront examinés par l'Équipe de SOCIEUX+ et l'Institution partenaire. Les commentaires sur les livrables devraient être communiqués à l'expert(e) principal(e) au plus tard 2 jours avant le début de l'activité ou le départ pour la mission des experts. Les commentaires et recommandations doivent être pris en compte pour la mise en œuvre de l'activité/mission. L'agenda de mission révisé peut être exigé de l'expert(e) principal(e) avant départ de l'équipe de mission.

### 5.2.2 Livrables finaux

- Les premiers versions provisoires des livrables doivent être soumis au plus tard 10 jours ouvrables après la fin de l'activité ou le retour des experts.
- Les commentaires de l'équipe de SOCIEUX+ sur les versions provisoires devraient être fournis 10 jours ouvrables après leurs soumissions.
- L'intégration des commentaires doit être faite dans les 5 jours ouvrables après réception par l'expert(e) principal(e) des commentaires. (En général, il n'est pas nécessaire de procéder à plus d'une série de commentaires et de révisions, à moins que la qualité des livrables ne soit jugée insatisfaisante par l'Équipe SOCIEUX+ et/ou l'institution partenaire.)
- Les versions finales des livrables doivent être approuvées ou rejetées au plus tard 10 jours ouvrables après leur soumission à l'Équipe SOCIEUX+.
- Les paiements définitifs et le remboursement des frais de déplacement aux experts ne sont autorisés qu'à l'approbation des livrables finaux par l'Équipe SOCIEUX+.

## 6 EXPERTISE NECESSAIRE

### 6.1 Profil d'expertise

#### **Expert (e) principal(e) [Expert (e) #1]:**

**Domaine d'expertise :** *Assistance sociale (revenus garantis, santé) ; Politiques de la sécurité sociale*

**Compétences spécifiques :** *Élaboration et développement de la Politique & Stratégie*

#### ***Critères (essentielles/requises) :***

- Education universitaire (maitrise) en sciences sociales ; des qualifications postuniversitaires (masters, PhD) seront considérées un plus ;
- 15 ans d'expérience professionnelle dans une administration publique et/ou dans une université, organisations sociales ou non-gouvernementales d'états membres de l'UE ;
- Expérience en matière de gestion de schémas d'assistance sociale (soutien au revenus, logement, santé, besoins de base), de préférence d'agents de l'Etat et/ou agents territoriaux ;
- Une expérience préalable de développement stratégique/réforme de politiques d'action sanitaire et sociale en faveur des agents de l'Etat d'un pays membre de l'Union européenne ;
- Parfaite connaissance de la langue française, à l'écrit et à l'oral ;
- Une capacité avérée à transmettre les connaissances et renforcer les capacités d'agents publics ;
- Sensibilité dans la conduite de relations institutionnelles ; sens aigu de la diplomatie.

#### ***Qualifications supplémentaires (avantageux en sélection) :***

- Une expérience préalable dans la conduite de missions d'assistance technique de court-terme dans un cadre de coopération internationale ;
- Connaissance du pays et de son contexte ; une expérience professionnelle préalable au Gabon ou dans la sous-région (Afrique centrale).

#### **Expert (e) #2 :**

**Domaine d'expertise :** *Politiques de la sécurité sociale ; Régimes de retraite*

**Compétences spécifiques :** *Élaboration et développement de la Politique & Stratégie*

#### ***Critères (essentielles/requises) :***

- Education universitaire (maitrise) en sciences sociales ; des qualifications postuniversitaires (masters, PhD) seront considérées un plus ;
- 15 ans d'expérience professionnelle dans une administration publique et/ou dans une université, organisations sociales ou non-gouvernementales d'états membres de l'UE ;
- Expérience en matière de gestion de schémas d'assistance social (soutien au revenus, logement, santé, besoins de base) d'agents de l'état et/ou agents territoriaux ;

- Expérience en évaluation de la qualité et de l'impact de politiques d'action sanitaire et sociale ;
- Parfaite connaissance de la langue française, à l'écrit et à l'oral ;
- Une capacité avérée à transmettre les connaissances et renforcer les capacités d'agents publics ;
- Sensibilité dans la conduite de relations institutionnelles ; sens aigu de la diplomatie.

#### **Qualifications supplémentaires (avantageux en sélection) :**

- Une expérience préalable dans la conduite de missions d'assistance technique de court-terme dans un cadre de coopération internationale ;
- Connaissance du pays et de son contexte ; une expérience professionnelle préalable au Gabon ou dans la sous-région (Afrique centrale).

## **6.2 Charge de travail**

	<b>Préparation</b>	<b>Travail sur site</b>	<b>Voyage</b>	<b>Rapports et livrables</b>	<b>Total</b>
Expert(e) principal (e) (#1)	4	10	0	5	19
Expert(e) (#2)	3	10	0	4	17
<b>Total</b>	<b>7</b>	<b>20</b>	<b>0</b>	<b>9</b>	<b>36</b>

## **7 CANDIDATURES**

### **7.1 Appels à expertise**

Tous les appels à expertise pour les activités de SOCIEUX+ sont publiés en ligne sur [le site Web](#) de SOCIEUX+. Les expert(e)s intéressé(e)s doivent soumettre leur candidature sur le site Web de SOCIEUX+ : <https://pmt.socieux.eu> (actuellement uniquement disponible en anglais). La procédure de candidature est la suivante :

1. S'ils ne l'ont pas déjà fait, les expert(e)s doivent créer leur compte personnel SOCIEUX+ en cliquant sur « Create an account » (Créer un compte) en utilisant une adresse de courrier électronique. Les informations de connexion de leur compte seront transmises par courrier électronique.
2. Pour créer et soumettre leur profil, les expert(e)s doivent :
  - a. Fournir les coordonnées de contact<sup>2</sup>
  - b. Fournir des informations sur leurs domaines d'expertise, compétences et historique d'emploi. Les expert(e)s sont seulement tenu(e)s de remplir un nombre limité de champs marqués d'un astérisque. Cependant, *les expert(e)s sont encouragé(e)s à remplir avec détails les sections sur leurs domaines d'expertise et compétences, car l'Équipe de SOCIEUX+ examine régulièrement les profils dans la base de*

<sup>2</sup> La base de données d'experts et autres outils de gestion de SOCIEUX+ conformément au Règlement général sur la protection des données (GDPR) – Réglementation (UE) 2016/679.

*données afin d'identifier et de contacter des expert(e)s potentiel(le)s pour de futures missions.*

- c. Télécharger un curriculum vitae, de préférence en format Europass<sup>3</sup>.
3. Une fois que leur profil est approuvé par l'Équipe de SOCIEUX+, les experts et expertes peuvent postuler à tous les appels à expertise accessibles sous l'onglet « Call for experts » (Appel aux expertises), en cliquant sur « Apply » (Postuler).

Si vous avez besoin de plus d'informations, veuillez contacter SOCIEUX+ par courriel à [experts@socieux.eu](mailto:experts@socieux.eu) en indiquant le numéro de référence de la candidature ou le code action donné en page de garde de termes de référence.

Les institutions collaboratrices ou intéressées qui souhaitent mettre leur expertise à disposition pour un appel à candidatures spécifique peuvent contacter directement l'équipe de SOCIEUX+ à l'adresse [experts@socieux.eu](mailto:experts@socieux.eu).

## 7.2 Sélection des expert.e.s

Par principe, SOCIEUX+ mobilise des expert.e.s des administrations publiques et des organes mandatés des États membres de l'UE, ainsi que des praticiens travaillant pour des partenaires sociaux, notamment :

1. Les praticien.ne.s, les fonctionnaires et les employé.e.s d'organismes mandatés par l'État;
2. Les collaborateurs.trices et les employé.e.s d'institutions représentant des partenaires sociaux, tels que les syndicats et les associations d'employeurs ; et,
3. Académicien.ne.s (chercheurs/euses ou enseignants/es) d'institutions publiques ou parapubliques.

Les expertes et experts publics en service actif sont prioritaires dans la sélection. Des consultants et consultantes privés peuvent également être pris en compte lors de la sélection si une candidate ou candidat public ne peut être identifié.

Seuls les candidat(e)s présélectionné(e)s seront contacté(e)s. Le processus de sélection peut inclure des entretiens téléphoniques ou par d'autres moyens de communication.

Les candidat(e)s intéressé(e)s peuvent télécharger le **Guide SOCIEUX+ pour les expertes et experts mobilisé(e)s, et institutions collaboratrices** disponible sur [www.socieux.eu](http://www.socieux.eu).

## 7.3 Contractualisation

Les expert.e.s public.que.s peuvent être en service actif ou à la retraite. Les salarié.e.s retraité.e.s d'agences spécialisées internationales ou d'agences de coopération peuvent également être mobilisé.e.s, sans que leur ancien employeur participe formellement à une action conjointe avec SOCIEUX+.

Les candidat.e.s présélectionné.e.s peuvent être tenus de communiquer les coordonnées de leur employeur ou la preuve de leur capacité à être directement engagés en vertu de leur statut de fonctionnaire, employée ou d'employé public.

## 7.4 Compensations financières

Les fonctionnaires contractuel.le.s ou les employé.e.s en service actif ou retraité.e.s ont le droit à des indemnités fixes standard de 350 euros par jour ouvrable travaillé. Les honoraires des consultants et consultantes privés sont négociés en fonction de leur nombre d'années d'expertise pertinente et du barème standard de SOCIEUX+.

Les expertes et experts à la retraite sont assimilés aux employé.e.s public.que.s à toutes fins utiles, s'agissant des compensations financières fournies par SOCIEUX+.

Les réglementations nationales relatives à la rémunération et à l'indemnisation des agents publics et des fonctionnaires sont applicables et peuvent limiter le paiement des indemnités par

---

<sup>3</sup> Les modèles Europass pour les CV sont disponibles ici : <http://europass.cedefop.europa.eu/en/documents/curriculum-vitae/templates-instructions>

SOCIEUX+. La responsabilité de la conformité et de la vérification incombe aux individus et à leur institution d'origine. Le paiement des impôts sur le revenu ou autres taxes relève de la seule responsabilité des expertes et experts mobilisés et/ou de leur organisation.

## 7.5 Frais de voyage

Tous les frais de voyage pour les expertes et experts mobilisés (publics, privés ou d'institutions internationales) sont couverts par SOCIEUX+ en accord avec le **Guide SOCIEUX+ pour les expert.e.s mobilisé.e.s, et institutions collaboratrices** (version en date signature du contrat de l'expert.e).

## 8 COMMUNICATION ET VISIBILITE

SOCIEUX+ utilisera ses propres canaux de communication, tels que le Web, newsletter et d'autres moyens, pour diffuser des informations concernant la mise en œuvre et les résultats de des activités. A ces fins, des contributions sont attendues de la part des experts mobilisés. De petites contributions, telles que la prise de photographies, de matériel graphique ou de brefs résumés seront également demandés aux membres de l'équipe de mission.

Une brève conversation entre les experts mobilisés par SOCIEUX+ et la/le responsable de la communication de SOCIEUX+ sera organisée avant et après la mission afin d'identifier les opportunités et de préciser la stratégie de communication.

Afin d'assurer la visibilité de SOCIEUX+ et de l'Union Européenne au cours de l'action, les modèles de présentation (fichiers Microsoft Power Point) et le logo de SOCIEUX+ devront être obligatoirement utilisés.

Dans le cadre d'activités spécifiques, certains produits de visibilité, tels que des brochures, des clés USB, des cahiers et des stylos, peuvent être mis à la disposition des experts pour être distribués sur place.

## 9 CODE DE CONDUITE

Les experts mobilisés par SOCIEUX+ prendront part aux activités de coopération technique depuis les étapes préparatoires jusqu'à la production des livrables. L'Équipe de SOCIEUX+ assistera les membres de l'équipe de mission en les appuyant et conseillant sur la préparation de la documentation d'information. L'Équipe de SOCIEUX+ recueillera les commentaires des institutions partenaires et parties prenantes pertinentes afin de veiller à ce que les rapports de mission et leurs recommandations soient remis aux autorités nationales, aux délégations de l'UE dans les pays partenaires et à EuropeAid.

Les expertes et experts mobilisés ne représentent pas SOCIEUX+ ou l'UE. Les opinions techniques et les recommandations exprimées sont les leurs. Ils n'expriment pas d'opinions négatives sur la mise en œuvre ou les actions soutenues par SOCIEUX+ à des tiers. Néanmoins, ils doivent être conscients des objectifs et du fonctionnement de SOCIEUX+, et promouvoir ses services au meilleur de leurs connaissances et dans la mesure du possible.

Les expertes et experts s'acquittent de leurs fonctions dans le pays partenaire d'une manière qui soit pleinement conforme et respectueuse des institutions locales, des politiques et des comportements culturels. Elles ou ils adoptent un comportement approprié envers leurs homologues locaux.

## 10 AUTRES

*Si applicable*

...Texte...

## 11 ANNEXES

## 12 TABLE DES MATIERES

1	Contexte .....	1
1.1	Informations socio-économiques générales.....	1
1.2	Situation du secteur d'intervention .....	1
1.3	Rôle de l'institution partenaire dans le secteur .....	2
2	Description de l'action.....	2
2.1	Objectif général.....	2
2.2	Objectifs spécifiques .....	2
2.3	Résultats attendus.....	2
2.4	Livrables finaux attendus.....	2
3	Methodologie .....	3
3.1	Méthodologie générale (de l'action) .....	3
3.2	Activités prévues (plan de travail de l'action) .....	3
3.3	Inclusion des questions transversales .....	3
4	descRiption de(s) (l') activité(s) .....	3
4.1	Tâches prévues .....	3
4.2	Livrables attendus .....	5
4.2.1	Livrables pré-mission.....	5
4.2.2	Livrables finaux .....	5
5	Rapports et soumission des livrables.....	5
5.1	Formats .....	5
5.2	Soumission et approbation .....	6
5.2.1	Livrables pré-mission.....	6
5.2.2	Livrables finaux .....	6
6	Expertise nécessaire .....	7
6.1	Profil d'expertise .....	7
6.2	Charge de travail.....	8
7	Candidatures .....	8
7.1	Appels à expertise .....	8
7.2	Sélection des expert.e.s .....	9
7.3	Contractualisation .....	9
7.4	Compensations financières .....	9
7.5	Frais de voyage.....	10
8	Communication et visibilité.....	10
9	Code de conduite .....	11
10	Autres.....	11
11	Annexes .....	11
	À propos de SOCIEUX+ .....	13

